



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Bouleversements climatiques

Question au Gouvernement n° 4263

Texte de la question

BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES

M. le président. La parole est à M. Cédric Villani.

M. Cédric Villani. Monsieur le Premier ministre, la semaine dernière, des crues phénoménales ont ravagé le Nord de l'Europe, une centaine de personnes sont décédées et des milliers ont été évacuées. Chaque jour, désormais, apporte son lot de mauvaises nouvelles climatiques : températures historiquement douces au pôle Nord, qui fond à toute allure ; famine à Madagascar après trois années de sécheresse ; forêt amazonienne devenue émettrice de carbone ; le Canada assommé par des températures jamais enregistrées jusqu'à ce jour ; mais aussi l'Espagne, le Maroc, les États-Unis, où des centaines de citoyens se sont réfugiés dans des salles de refroidissement...

Que nous disaient les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dès leur premier rapport en 1990 ? « L'effet de serre accentuera les deux extrêmes du cycle hydrologique, c'est-à-dire qu'il y aura plus d'épisodes de pluies extrêmement abondantes et plus de sécheresses prononcées. »

Nous y sommes, et la France ne sera pas épargnée. Un gel d'avril après un mars trop chaud, dévastateur pour les récoltes et suivi des inondations de juillet : nous sommes vite passés de prévisions effrayantes à une réalité effrayante. Chers collègues, ce sujet, plus que tout autre, devrait nous tenir éveillés la nuit.

Et nous, que faisons-nous face à cela ? Nous étions plusieurs à défendre ici des mesures fortes et de bon sens sur la publicité, les avions ou l'agriculture. Qu'avons-nous entendu ? « Écologie punitive ! », « Déraisonnable ! », « Amish ! »...

De quel côté sont les punitions, quand nous commençons seulement à compter les morts ? De quel côté est le dogmatisme (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et FI. – Mme Delphine Batho, Mme Yolaine de Courson et M. Hubert Julien-Laferrière applaudissent également*) quand votre gouvernement reste sourd aux constats scientifiques sans appel et aux alertes du Haut Conseil pour le climat (HCC), que vous avez vous-mêmes installé ?

M. Pierre Cordier. Vous étiez « En marche ! » aussi, avant !

M. Cédric Villani. De quel côté est la déraison quand nous continuons, face au gouffre, à produire et à consommer toujours davantage - toujours plus d'énergie, toujours plus de matière -, accros à la croissance comme un toxicomane persuadé que rien ne peut remplacer sa drogue ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. - Mme Delphine Batho et M. Hubert Julien-Laferrière applaudissent également.*)

La loi qui sera adoptée tout à l'heure n'est qu'un catalogue d'ajustements, qui contient si peu pour réduire les émissions et presque rien pour répondre aux bouleversements en cours. Quand réaliserez-vous enfin que le monde à construire n'est pas une simple adaptation de l'actuel, mais doit procéder d'un changement radical ? *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée du logement.

Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée chargée du logement. Oui, la transition écologique est nécessaire et oui, l'urgence climatique est là. Mais quel pays, en dehors de la France, a mis 30 milliards d'euros dans son plan de relance pour la transformation écologique *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM)*...

Plusieurs députés du groupe LaREM . Eh oui !

Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguéeen finançant des investissements lourds en matière d'énergie, d'agriculture et de rénovation énergétique des bâtiments ? Rien que cette année, 800 000 dossiers MaPrimeRénov' vont être déposés par nos concitoyens ! C'est très concret, nous agissons ! Quel pays a travaillé, à partir d'une convention citoyenne pour le climat, à l'instauration de mesures concrètes, inscrites dans la loi « climat et résilience » ? Celle-ci a donné lieu à un accord entre les députés et les sénateurs, accord examiné en ce moment même au Sénat !

Les mesures prises sont très concrètes : en matière de lutte contre l'artificialisation des sols, toujours demandée mais jamais réalisée, un objectif a enfin été fixé pour 2050 ; s'y ajoutent des mesures diverses relatives aux repas végétariens, aux transports et aux zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m).

Nous agissons aussi dans le monde : quel autre pays a soutenu une diplomatie climatique telle que celle défendue par le Président de la République, dans le cadre de la COP – la conférence des parties, dont la vingt-sixième édition va avoir lieu à Glasgow – ou des *One Planet Summits* ? Quel autre pays s'est engagé dans l'Union européenne pour défendre le paquet énergie-climat, qui vise à réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre ? La présidence française nous permettra de faire aboutir ce paquet législatif ; elle montrera notre détermination et celle des autres États membres à prendre à bras-le-corps le changement climatique.

Alors oui, les inondations sont là ; oui, elles nous rappellent l'urgence qu'il y a à agir, et oui, le climat se dérègle. Mais nous ne sommes pas simplement spectateurs : nous agissons. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [M. Cédric Villani](#)

Circonscription : Essonne (5^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4263

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Logement

Ministère attributaire : Logement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 juillet 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [21 juillet 2021](#)